

**Communiqué de presse**  
**Berne, le 28 juin 2023**

## **Ensemble, développer des mesures pour la conservation des forêts tropicales**

**L'avancée de la déforestation en Asie, en Afrique et en Amérique latine a un impact négatif sur les moyens de subsistance des populations. Le changement climatique s'en trouve accéléré et la biodiversité diminue. La plate-forme pour un cacao durable, le réseau pour le soja et l'huile de palme ainsi que la communauté d'intérêts café suisse ont décidé le 28 juin 2023 au Gurten, à Berne de relever ensemble le défi de la déforestation. Le ministre des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire, Laurent Tchagba, qui s'est rendu en Suisse pour cet échange, a exprimé sa conviction que la meilleure façon de s'attaquer aux causes de la déforestation est de travailler avec tous les acteurs concernés, si possible sur le terrain.**

Entre 2010 et 2020, 4,7 millions d'hectares de forêts ont été détruits en moyenne chaque année dans le monde. L'une des principales raisons de la déforestation est l'extension des surfaces agricoles. Les plantations de café, de cacao, d'huile de palme ou de soja favorisent la déforestation.

### **Un nouveau règlement de l'UE pour lutter contre la déforestation**

Le règlement de l'Union européenne (UE) sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation (EUDR) est entré en vigueur en juin dernier. De nouvelles conditions générales s'appliqueront à l'importation de café, de cacao, d'huile de palme et de soja dans l'UE à partir de 2025. Le règlement exige des entreprises qu'elles prouvent que leurs chaînes d'approvisionnement ne contribuent pas à la destruction ou à la dégradation des forêts. Pour ce faire, elles doivent, dans le cadre de leur devoir de diligence, déterminer les coordonnées géographiques exactes du lieu de production afin de s'assurer que les matières premières ciblées ne contribuent pas à la déforestation ou à la dégradation des forêts.

Les quatre initiatives sectorielles ont discuté avec des représentants de la politique, de l'économie et de la société civile de ce qui attend la Suisse et les secteurs de matières premières concernés avec le nouveau règlement de l'UE, de ce qui est déjà fait et des solutions nécessaires pour garantir la transparence et la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement de ces matières premières agricoles.

### **Ministre ivoirien veut lutter contre les causes par une coopération accrue**

La Côte d'Ivoire, le pays qui exporte le plus de cacao au monde, a participé à ces échanges de Gurten à Berne à travers son Ministre des Eaux et Forêts, Monsieur Laurent Tchagba, afin de souligner l'importance de la préservation de la forêt dans son pays, la Côte d'Ivoire. Monsieur Laurent Tchagba s'est lui aussi montré convaincu de l'importance d'une collaboration plus étroite entre les parties prenantes : « Nous devons nous attaquer à la source de la déforestation et collaborer de manière

approfondie avec tous les acteurs concernés ». Une volonté déjà manifeste dans son pays par des initiatives entreprises pour la conservation des forêts et la régénération de son couvert forestier.

### **Les participants ont défini trois champs d'action**

Les participants ont été unanimes à dire que la Suisse a déjà entrepris beaucoup de choses dans les quatre secteurs des matières premières et que l'engagement se poursuit indépendamment du règlement de l'UE. Même si les personnes concernées et les conditions diffèrent dans les quatre secteurs des matières premières, les initiatives sectorielles souhaitent exploiter le potentiel de mesures communes afin de garantir des chaînes d'approvisionnement durables. Pour ce faire, elles ont défini le 28 juin 2023 au Gurten, à Berne trois champs d'action dans lesquels elles souhaitent collaborer à l'avenir :

- 1) Traçabilité : le développement et l'harmonisation de normes et l'exploitation de synergies en matière de gestion et de collecte de données sont indispensables pour améliorer la transparence, la traçabilité et, finalement l'impact sur la durabilité. L'orientation vers des normes de durabilité reconnues au niveau mondial renforce le processus d'harmonisation.

Dans ce contexte, les nouvelles technologies numériques deviennent de plus en plus importantes. « Les normes de durabilité telles que FairTrade, la Table ronde sur l'huile de palme durable et Rainforest Alliance aident les acteurs de la chaîne de valeur à éviter la déforestation en offrant des données de traçabilité pertinentes et vérifiées qui préservent l'identité des produits certifiés tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Ces données peuvent aider les entreprises à évaluer les risques liés à la déforestation », explique Joshua Wickerham, intervenant à la conférence, qui travaille pour l'International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance (ISEAL).

- 2) Approches territoriales : Les quatre initiatives sectorielles s'engagent dans le développement et la mise en œuvre d'approches territoriales pour la protection et la restauration des forêts. Les membres de ces quatre initiatives s'efforcent de donner aux agriculteurs les moyens d'appliquer efficacement les pratiques d'une agriculture respectueuse du climat, afin de renforcer la biodiversité et la résilience face au changement climatique dans les régions d'approvisionnement.

- 3) Investissements : Le passage à de bonnes pratiques agricoles respectueuses du climat nécessite, surtout au début, des investissements importants dans la formation, le conseil, le matériel végétal et les compensations financières pour les petits producteurs. C'est pourquoi le potentiel des partenariats public-privé, des fonds climatiques et des ressources financières locales doit être mieux exploité et harmonisé de manière optimale.



Les participants venaient d'horizons très divers, tels que le monde des affaires, les ONG, le gouvernement et le monde universitaire.

**Contact :**

Joël Frei, Chargé de communication, Plate-forme suisse du cacao durable, [info@kakaoplattform.ch](mailto:info@kakaoplattform.ch),  
T 031 311 65 11